

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autres pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 991 — Tél. : 21-37-16 — Lomé Les abonnements et annonces sont payables d'avance La ligne 80 frs Minimum 260 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 230 frs
Etranger	1 600 frs	3 780 frs	900 frs	2 300 frs	

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
 Etranger : Port en sus

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:
 CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES, ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1985

- 30 janv. — Arrêté n° 13/INT-SG-DSTCL portant autorisation spéciales de dépenses sur les budgets de préfectures..... 128
 30 janv. — Arrêté n° 14/INT-SG-DSTCL portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes..... 128

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

- Arrêtés portant nominations et augmentation du plafond d'une caisse d'avance. 128

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1985

- 30 janv. — Arrêté n° 289/MTEP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement..... 128
 6 févr. — Arrêté n° 321/MTEP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement..... 129
 Arrêtés portant admissions dans divers corps de la fonction publique, intégrations, nomination, titularisation, révocation, constatation de reprise de service, admission à la retraite, rectificatifs à de précédents arrêtés portant titularisations. 129

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA CONDITION FEMININE

- Rectificatif à une précédente décision portant nomination..... 143

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

- Décisions portant nomination et exclusion d'élèves..... 143

MINISTERE DU PLAN ET DE L'INDUSTRIE

1985

- 18 janv. — Décision n° 7/MP1/DGPD/DFCEP portant autorisation de paiement d'une somme au trésorier-payeur..... 144

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- Décision portant nomination..... 144

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE CHARGE DE L'INFORMATION

- Arrêté portant nomination..... 144

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1985

- 31 janv. — Arrêté n° 31/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Noutchet Sékin Koffi Mitronougna..... 144
 31 janv. — Arrêté n° 32/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Houngues Léma Yaovi..... 145
 31 janv. — Arrêté n° 34/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Nagbe T. Komaran..... 145
 31 janv. — Arrêté n° 35/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Kodjovi Johnson Komlanvi..... 145
 31 janv. — Arrêté n° 38/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Sénouvo (Alphonse)..... 145
 31 janv. — Arrêté n° 39/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Johnson Dossévi (Clément)..... 146
 31 janv. — Arrêté n° 40/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Assirimi Komi Assoh..... 146

31 janv. — Arrêté n° 41/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite aux ayants-cause de M. Ankran Tondo (David).....	146
4 févr. — Arrêté n° 42/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Yibokou Kossi Kowu.....	146
4 févr. — Arrêté n° 43/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Yemsa Komi.....	147
4 févr. — Arrêté n° 44/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amuzugah Kuévi.....	147
4 févr. — Arrêté n° 47/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Abotsi Komlan.....	147
7 févr. — Arrêté n° 52/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Tessilimi Nourou.....	147
7 févr. — Arrêté n° 53/MEF/CR portant concession de pension à l'ayant-cause de M. Akoussan (Joseph).....	148
7 févr. — Arrêté n° 54/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kouévi Adadevi.....	148
8 févr. — Arrêté n° 55/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Amah Abalo.....	148
8 févr. — Arrêté n° 56/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Abikou Manou Jesukon.....	148
12 févr. — Arrêté n° 57/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Lare Banté.....	149
12 févr. — Arrêté n° 58/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Boukari Mako Fousséni.....	149
12 févr. — Arrêté n° 62/MEF/CR portant concession de pension à l'ayant-cause de M. Agbete Hounhouanou (Bénoît).....	149
12 févr. — Arrêté n° 65/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Gbassou Sossa.....	149
12 févr. — Arrêté n° 66/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Etse Kokou Ganyo.....	150
12 févr. — Arrêté n° 67/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Foly-Akpotome Folikwé (Gabriel).....	150
12 févr. — Arrêté n° 68/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Gbikpi Anumu (Bénoît).....	150
12 févr. — Arrêté n° 69/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Kpedjrokou Akofa, épouse Abianor.....	150
13 févr. — Arrêté n° 70/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Sitti Anani Alo Hosé.....	151
20 févr. — Arrêté interministériel n° 1/MEF/MEMEPT portant rétrocession de réserve administrative dans le lotissement de Tokoin Abovey : (arrêté d'approbation n° 62/MTP/AAU du 5/11/1970).....	151
Arrêté n° 28/MEF/CR du 28 janvier 1970 portant concession de pensions aux-ayants-cause de M. Ali Maloua (rectificatif).....	151
Arrêté n° 116/MEF/CR du 22 mars 1987 portant concession d'une pension de retraite à M. Kablais Kossi (rectificatif).....	151
Arrêté n° 73/MEF/CR du 13 février 1984 portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Djiny Yaltène (rectificatif).....	152
Arrêté n° 372/MEF/CR du 5 juillet 1984 portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Ayité Ayayi (Honoré) (rectificatif).....	152
Arrêté n° 181/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Soarès Ayawovi (rectificatif).....	152
Arrêté n° 611/MEF/CR du 6 novembre 1984 portant concession d'une pension de retraite à Mme Atsu Afiwa, épouse Kpétigo (rectificatif).....	152
Arrêté n° 669/MEF/CR du 19 novembre 1984 portant concession d'une pension de retraite à M. Akoeshihun Ayao (rectificatif).....	153

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de titres fonciers	153
--	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Autorisations spéciales de dépenses

Arrêté n° 13/INT-SG-DSTCL du 30/1/85 — sont accordées des autorisations spéciales des dépenses sur les budgets des préfectures de : Golfe, Lacs, Vo, Yoto, Zio, Haho, Ogou, Amou, Wawa, Tchaoudjo, Tchamba, Sotouboua, Bassar, Kloto, Assoli, Kozah, Doufelgou, Binah, Kéran, Oti et Tône, exercice 1985 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1984 pour faire face aux dépenses du 1er janvier 1985 jusqu'à l'approbation du budget primitif exercice 1985.

Arrêté n° 14/INT-SG-DSTCL du 30/1/85 — sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Tsévié, Aného, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé et Bassar, exercice 1985 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1984 pour faire face aux dépenses du 1er janvier 1985 jusqu'à l'approbation du budget primitif exercice 1985.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES Nominations

Arrêté n° 29/MEF du 30/1/85 — M. Goka Kwami Mensah, comptable agréé, est nommé liquidateur unique de la banque libano-togolaise.

Les responsables de la banque sont invités à collaborer pleinement avec le liquidateur afin que la liquidation soit clôturée dans un délai de 4 mois.

la banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest et la direction de l'économie sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 30/MEF du 30/1/85 — M. Aekim Tchadou Massannebe, attaché d'administration n° mle 013949-X, est nommé chef du bureau annexe du trésor de Bè en remplacement de M. Atohoun Kokou Aflim appelé à d'autre fonction.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 23 décembre 1983.

Augmentation du plafond d'une caisse d'avance

Arrêté n° 46/MEF/F/DCO du 4/2/85 — L'avance renouvelable consentie au régisseur de la caisse d'avance de l'hôtel du Président de la République, est portée de 5.000.000 à 10.000.000 (dix millions de francs).

L'avance ainsi accordée est imputable à la section 05, chap. 10, article 00-00, paragraphes divers du budget général, gest. 1985.

Ministère du Travail et de la Fonction publique

Promotions

Arrêté n° 289/MTEP du 30/1/85 — M. Attikpo Agbévidé, moniteur de 2e classe 3e échelon, est promu au grade de moniteur de 1re classe 1er échelon à compter du 1er juillet 1981.

M. Attikpo Agbévidé, n° mle 004132-N, moniteur de 1re classe 1er échelon (catégorie D—indice 550), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP série concours) session des 21 et 22 octobre 1981, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle : (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1er juillet 1981 date du dernier avancement de grade de l'intéressé dans le corps de provenance.

M. Attikpo Agbévidé est élevé au 2e échelon de son grade (indice 600) à compter du 1er juillet 1983.

Arrêté n° 321/MTFP du 6/2/85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Akpakli Kodzo Sénamé, l'arrêté n° 525/MTFP du 23 mars 1983, portant promotion et avancement automatique d'échelons.

M. Tsigbé Koffi Eménéfa, n° mle 005955-D, moniteur de 3e classe 4e échelon (catégorie D—indice 390), est promu au grade de moniteur de 2e classe 1er échelon à compter du 1er janvier 1980.

Les moniteurs (catégorie D) ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP série concours), session des 22 et 23 octobre 1980, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er janvier 1981 et conservent leur affectation actuelle (section 15, chapitre 20 du budget général).

— Akpakli Kodzo Sénamé, n° mle 002738-U, moniteur de 2e classe 1er échelon (indice 430)

— Tsigbé Koffi Eménéfa, n° mle 005955-D, moniteur de 2e classe 1er échelon (indice 430).

Admissions

Arrêté n° 236/MTFP du 21/1/85 — M. Douti Laré Léype, n° mle 022583-Z, moniteur permanent de 3e catégorie échelle D, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 20 et 21 octobre 1982, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1er janvier 1983 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 3 ans 2 mois est accordée à M. Douti Laré Léype pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement en qualité de moniteur permanent du 31 mars 1978 au 31 décembre 1982 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 1- 1-83 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 3 ans 2 mois de bonification.
- 1- 1-83 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 1 an 2 mois de bonification.
- 1-11-83 — moniteur de 3e classe 3e échelon (bonification épuisée).

L'intéressé dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conserve à titre personnel, le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 237/MTFP du 21/1/85 — Les moniteurs permanents ci-après désignés, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 20 et 21 octobre 1982, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) à compter du 1er janvier 1983 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

— Outcha Ayindo, n° mle 005132-W, monit. perm. de 3e cat. éch. A.

— Kombieni Mansaké, n° mle 025979-V, monit. perm. de 2e cat. éch. A.

— Mamoudou Midjabena, n° mle 022671-H, monit. perm. de 2e cat. éch. C.

Une bonification d'ancienneté est accordée aux moniteurs de 3e classe 1er échelon ci-après désignés en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 dans les conditions suivantes :

Non et Prénoms	Période d'activité d'agent non fonctionnaire	Ancienneté totale acquise	Bonification des 2/3 accordée
Outcha Ayindo	30-10-66 au 31-12-82	16a 2m 1j	6a
Mamoudou Midjabena	12- 4-78 au 31-12-82	4a 8m 19j	3a 1m 22j

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

Outcha Ayindo

1-1-83 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 6 a de bonification.

1-1-83 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 4 a de bonification

1-1-83 — moniteur de 3e classe 3e échelon + 2 a de bonification

1-1-83 — moniteur de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Mamoudou Midjabena

1- 1-83 — monitrice de 3e classe 1er échelon + 3 a 1m 22j de bonification

1- 1-83 — monitrice de 3e classe 2e échelon + 1 a 1 m 22j de bonification

9-11-83 — monitrice de 3e classe 3e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 238/MTFP du 21/1/85 — Sont et demeurent rapportés les arrêtés n° 65/MTFP du 19 janvier 1982, 1020/MTFP du 20 juillet 1981 et 596 du 6 avril 1983 portant respectivement nomination et titularisation en ce qui concerne MM : de Souza Kokou Kokouvi, Aboki Ahouangbè Mawuli, Agbogbe Kokou Midéhou, Biramah Nouréni Akouété et Senou Akouété Comla.

Les candidats ci-après désignés, titulaires du diplôme d'ingénieur technologue de l'école supérieure de mécanique industrielle de l'université du Bénin et du diplôme du centre international de perfectionnement professionnel et technique de Turin (formation d'enseignants techniques), sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs de 3e classe 2e échelon stagiaires (catégorie A1—indice 1450) à compter du 2 novembre 1981 date de leur prise de service et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 29, chapitre 21 du budget général) :

— de Souza Kokou Kokouvi Mawuena n° mle 031479-H

— Aboki Ahouangbè Mawulé, n° mle 031472-S

— Agbogbe Kokou Midéhou, n° mle 031475-V

— Biramah Nouréni Akouété, n° mle 031477-P

— Senou Akouété Comla n° mle 031484-W

Les intéressés ayant accompli avec succès l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi à compter du 2 novembre 1982 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 11 avril 1984.

Arrêté n° 239/MTFP du 21/1/85 — M. Messangan Djodjinawo, n° mle 009829-P, employé de bureau permanent de 5e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP : employé de bureau), et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration du 1er juillet 1979 au 30 juin 1984 inclus, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er juillet 1984 et reste mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques (section 41, chapitre 20, article 30 du budget général).

Arrêté n° 240/MTFP du 21/1/85 — Mme Mensah Adzoavi Dopé, épouse Nouvlo, n° mle 017799-H, monitrice permanente de 2e catégorie échelle A, admise au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 21 et 22 octobre 1981, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3e classe 1er échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1er janvier 1982 et reste mise à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 3 à 6 m 12 jrs est accordée à Mme Mensah Adzoavi Dopé, épouse Nouvlo pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non

fonctionnaire du 13 septembre 1976 au 31 décembre 1981, en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

1-1-82 — monitrice de 3e classe 1er échelon + 3a 6m 12 jrs de bonification

1-1-82 — monitrice de 3e classe 2e échelon + 1an 6m 12 jrs de bonification.

19-6-82 — monitrice de 3e classe 3e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 241/MTFP du 21/1/85 — M. Akato Kodjovi Issifouh, n° mle 017160-A, moniteur permanent de 2e catégorie échelle C, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 11 et 12 octobre 1979, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1er janvier 1980 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 3 ans 6 mois 10 jours est accordée à M. Akato Kodjovi Issifouh, pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 16 septembre 1974 au 31 décembre 1979 inclus, en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

1-1-80 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 3 ans 6 mois 10 jours de bonification.

1-1-80 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 1 an 6 mois 10 jours de bonification.

21-6-80 — moniteur de 3e classe 3e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 242/MTFP du 21/1/85 — M. Khanate Kolaba, n° mle 019323-D, contrôleur de produits permanent de 5e catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études professionnelles agricoles (option : agent de laboratoire) du lycée d'enseignement professionnel agricole des Arcs - sur Argens (France), est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoint technique de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C—indice 550) à compter du 2 novembre 1983, date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 39, chapitre 22 du budget général).

Arrêté n° 243/MTFP du 21/1/85 Mlle Dossa Sikavi, n° mle 025441-K, aide-comptable permanente de 5e catégorie échelle A, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP option aide-comptable), et qui a réuni 5 ans d'ancienneté dans l'administration du 1er février 1979 au

31 janvier 1984 inclus, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er février 1984 et reste mise à la disposition du ministre de l'enseignement des troisième, quatrième degrés et de la recherche scientifique (section 29, chapitre 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde à compter du 20 mars 1984.

Arrêté n° 244/MTFP du 21/1/85 — Mlle Kpatcha Banaëwa Afi, n° mle 023507-F, employée de bureau permanente de 5e catégorie échelle D, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 10 août 1983 et reste mise à la disposition du ministre du travail et de la fonction publique (section 19, chapitre 20 du budget général).

L'intéressée dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation conserve à titre personnel le bénéfice de son salaire, jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 245/MTFP du 21/1/85 — Mme Folly Ayélé Dodji, épouse Taffame, n° mle 018799-R, monitrice permanente de 5e catégorie échelle A, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP-Arts-ménagers), session de juin 1975 et qui a réuni cinq années de pratique professionnelle dans l'enseignement du 2e degré du 16 novembre 1976 au 15 novembre 1981 inclus, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur technique-adjoint de 3 classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 16 novembre 1981 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 2 juillet 1984.

Arrêté n° 246/MTFP du 21/1/85 — Mlle Agbomedji Edem Akossua, n° mle 017118-G, monitrice permanente de 3e catégorie échelle D, admise au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 21 et 22 octobre 1981, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3e classe 1er échelon (catégorie D, indice—270) à compter du 1er janvier 1982 et reste mise à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans accordée à Mlle Agbomedji Edem Akossua pour ses services antérieurs accomplis du 31 décembre 1967 au 31 décembre 1981, en qualité d'agent non fonctionnaires en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

1-1-1982 — monitrice de 3e classe 1er échelon + 6 ans de bonification.

1-1-1982 — monitrice de 3e classe 2e échelon + 4 ans de bonification.

1-1-1982 — monitrice de 3e classe 3e échelon + 2 ans de bonification.

1-1-1982 — monitrice de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 247/MTFP du 21/1/85 — M. Kombaté Konlani, n° mle 014259-D, moniteur permanent de 2e catégorie échelle D, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 20 et 21 octobre 1982, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1er janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de cinq ans un mois quinze jours (5a 1m 15j) lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 23 avril 1975 au 31 décembre 1982 inclus, conformément aux dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

1- 1-83 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 5a 1m 15j de bonification.

1- 1-83 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 3a 1m 15j de bonification.

1- 1-83 — moniteur de 3e classe 3e échelon + 1a 1m 15j de bonification.

16-11-83 — moniteur de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 248/MTFP du 21/1/85 — M. Gadegbeku Koffi Vigno, n° mle 026982-G moniteur permanent de 3e catégorie échelle C titulaire du certificat d'aptitude au monitorat, session des 21 et 22 octobre 1981 est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté d'un an six mois neuf jours (1a 6m 9j) lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 17 septembre 1979 au 31 décembre 1981 inclus conformément aux dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

1-1-82 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 1a 6m 9j de bonification.

22-6-82 — moniteur de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée).

M. Gadegbeku Koffi Vigno dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation conserve à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 249/MTFP du 21/1/85 — Mlle Tante N'kpébé, n° mle 023142-G, monitrice d'arts ménagers permanente de 5e catégorie échelle C, titulaire du CAP d'arts-ménagers et qui a accompli cinq (5) années de pratique professionnelle dans l'enseignement du deuxième degré, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur technique-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 29 juin 1983 et reste mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 21 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 3 septembre 1984.

Arrêté n° 250/MTFP du 21/1/85 — M. Hundjafo Sokémawu Kouévi, n° mle 012260-W, employé de bureau permanent de 5e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle, spécialité : employé de bureau et qui a réuni cinq (5) ans d'ancienneté dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er juillet 1984 et reste mis à la disposition du ministre délégué à la Présidence de la République, chargé de l'information, des postes et télécommunications (section 31, chapitre 27 du budget général).

Arrêté n° 251/MTFP du 21/1/85 — Les agents ci-après désignés, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 20 et 21 octobre 1982, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3e classe 1er échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1er janvier 1983 et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (section 27, chapitre 20 du budget général).

— Bafena Koulaka Wénformrikpaha, n° mle 025725-F, moniteur permanent de 2e catégorie éch. A

— Panabrou Kagnissa Sandouze, n° mle 023058-C, moniteur permanent de 2e catégorie éch. A

Une bonification d'ancienneté leur est accordée dans les conditions suivantes pour leurs services antérieurs accomplis en qualité d'agents non fonctionnaires en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) de décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Nom et Prénoms	Période d'activité d'agents non fonctionnaires	Ancienneté totale acquise	Bonification des 2/3 accordée
Bafena Koulaka Wénformrikpaha	1- 3-79 au 31-12-82	3a 10m	2a 6m 20j
Panabrou Kagnissa Sandouze	9- 6-78 au 31-12-82	4a 6m 22j	3a 14j

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

Bafena Koulaka Wénformrikpaha

11-1-1983 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 2 ans 6 mois 20 jours de bonification.

1- 1-1983 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 6 mois 20 jours de bonification.

1- 6-1984 — moniteur de 3e classe 3e échelon (bonification épuisée).

Panabrou Kagnissa Sandouze

1- 1-1983 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 3 ans 14 jours de bonification.

1- 1-1983 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 1 an 14 jours de bonification.

17-12-1983 — moniteur de 3e classe 3e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 252/MTFP du 21/1/85—Mlle Joakim Tsotso, n° mle 021404-W, employée de bureau permanente de 5e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP - employé de bureau), session de juin 1979 et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er juillet 1984 et conserve son affectation actuelle (section 31, chapitre 22 du budget général).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde à compter du 20 août 1984.

Arrêté n° 253/MTFP du 21/1/85—Mlle Amourou Ablavi Assimon, n° mle 016467-D, employée de bureau permanente de 5e catégorie échelle B, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle option employé de bureau et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er juillet 1984 et reste mise à la disposition du ministre de l'aménagement rural (section 39, chapitre 11 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 10 août 1984.

Arrêté n° 254/MTFP du 21/1/85—Mme Poudima Awooki, épouse Badawassou, n° mle 011546-U, dactylographe permanente de 6e catégorie échelle B, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP, employé de bureau), session de juin 1979 et qui a réuni cinq (5) ans d'ancienneté dans l'administration générale en qualité d'adjoint administratif est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er juillet 1984 et reste mise à la disposition du ministre du travail et de la fonction publique (section 19, chapitre 20 du budget général).

Mme Poudima Awooki, épouse Badawassou dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative conserve à titre personnel, le bénéfice cette rémunération jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 255/MTFP du 21/1/85—Mlle Agboto Afioa Honsoussi, n° mle 014203-M, dactylographe permanente de 5e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP employé de bureau) et qui a accompli 5 ans de service, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er juillet 1984 et reste mise à la disposition du ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique (section 29, chapitre 21 du budget général).

Arrêté n° 256/MTFP du 21/1/85—M. Folly Komlan Agbeko-Mawuli, n° mle 020856-A, dactylographe permanent de 5e catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), session de 1979 et qui a réuni cinq (5) ans d'ancienneté dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er juillet 1984 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 257/MTFP du 21/1/85 — M. N'Gbamou Akparou Hassou, n° mle 010703-Z, moniteur permanent de 3e catégorie hors échelle admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 22 et 23 octobre 1980, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1er janvier 1981 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 31 décembre 1964 au 31 décembre 1980 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 1- 1-1981 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 6 ans de bonification
- 1- 1-1981 — moniteur de 3e classe 3e échelon + 2 ans de bonification
- 1- 1-1981 — moniteur de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée)

M. N'Gbamou Akparou Hassou dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative, conserve à titre personnel, le bénéfice de cette rémunération jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 258/MTFP du 21/1/85 — Mme Atchou Afiwa, épouse Degbotse-Goe, n° mle 024108-E, monitrice permanente, de 2e catégorie échelle A, titulaire du certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 22 et 23 octobre 1980, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3e classe 1er échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1er janvier 1981 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 259/MTFP du 21/1/85 — M. Hogbenou Nouvidé Gaméli, n° mle 003627-D moniteur permanent de 3e catégorie hors échelle, titulaire du certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 22 et 23 octobre 1980 est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1er janvier 1981 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans est lui accordée pour ses services antérieurs d'agent non fonctionnaire accomplis du 8 novembre 1963 au 31 décembre 1980 en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 1- 1-81 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 6 ans de bonification
- 1- 1-81 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 4 ans de bonification
- 1- 1-81 — moniteur de 3e classe 3e échelon + 2 ans de bonification
- 1- 1-81 — moniteur de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 260/MTFP du 21/1/85 — M. Napo Baba, n° mle 022564-N, moniteur permanent de 2e catégorie échelle A, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 21 et 22 octobre 1981, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 261/MTFP du 21/1/85 — M. Komlan Messan, n° mle 004919-Z, moniteur permanent de 4e catégorie échelle A, titulaire du certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 21 et 22 octobre 1981, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans lui est accordée pour ses services antérieurs d'agent non fonctionnaire accomplis du 1er juin 1966 au 31 décembre 1981 en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 1- 1-82 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 6 ans de bonification.
- 1- 1-82 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 4 ans de bonification.
- 1- 1-82 — moniteur de 3e classe 3e échelon + 2 ans de bonification.
- 1- 1-82 — moniteur de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 262/MTFP du 21/1/85 — Mlle Eledjigbo Dzifa Yawa, n° mle 022144-J, monitrice permanente de 2e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude au monitorat — session des 20 et 21 octobre 1982, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3e classe 1er échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1er janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de trois ans trois mois huit jours (3a 3m 8j) lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 3 février 1978 au 31 décembre 1982 inclus conformément aux dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

- 1- 1-83 — monitrice de 3e classe 1er échelon + 3a 3m 8j de bonification.
- 1- 1-83 — monitrice de 3e classe 2e échelon + 1a 3m 8j de bonification.
- 23- 9-83 — monitrice de 3e classe 3e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 263/MTFP du 21/1/85 — M. Adjossou Kom Azamesuwo, n° mle 005688-A, employé de bureau permanent de 5e catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration

générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er juillet 1984 et conserve son affectation actuelle (section 29, chapitre 21 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 30 juillet 1984.

Arrêté n° 278/MTFP du 30/1/85 — M. Kokea Madowna, n° mle 004264-J, moniteur permanent de 3e catégorie échelle A, admis au certificat d'aptitude au monitorat (session des 20 et 21 octobre 1982), est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1er janvier 1983 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (section 27, chapitre 20, du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans est accordée à M. Kokea Madowna pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement public en qualité d'agent non fonctionnaire du 10 novembre 1964 au 31 décembre 1982 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 1- 1-83 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 6 ans de bonification.
- 1- 1-83 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 4 ans de bonification.
- 1- 1-83 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 4 ans de bonification.
- 1- 1-83 — moniteur de 3e classe 3e échelon + 2 ans de bonification.
- 1- 1-83 — moniteur de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 279/MTFP du 30/1/85 — Mlle Adoteganh Adoukoëvi, n° mle 017050-L, monitrice permanente de 2e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 20 et 21 octobre 1982, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3e classe 1er échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1er janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 4 ans 2 mois 12 jours lui est accordée pour ses services antérieurs d'agent non fonctionnaire accomplis du 13 septembre 1976 au 31 décembre 1982 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

- 1-1-83 — monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon + 4a 2m 12j de bonification
 1-1-83 — monitrice de 3^e classe 2^e échelon + 2a 2m 12j de bonification
 1-1-83 — monitrice de 3^e classe 3^e échelon + 2m 12j de bonification.

Arrêté n° 280/MTFP du 30/1/85 — Les agents ci-après désignés, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 20 et 21 octobre 1982, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1^{er} janvier 1983 et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (section 27, chapitre 20 du budget général).

— Awide Tchêi Naka Padapodoma, épouse Sama, n° mle 018707-V, monitrice permanente de 5^e catégorie échelle D

— Afriyé Kossiwa, épouse Dzigbe, n° mle 020611-M, monitrice permanente de 2^e catégorie échelle A

— Atifu Komla Agbéko, n° mle 024594-C, moniteur permanent de 2^e catégorie échelle C

— Bah-Traoré Sogaba, n° mle 023087-Z, moniteur permanent de 2^e catégorie échelle A.

Une bonification d'ancienneté est accordée aux moniteurs ci-dessous désignés dans les conditions suivantes pour leurs services antérieurs accomplis en qualité d'agents non fonctionnaires en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Nom et Prénoms	Période d'activité d'agent non fonctionnaire	Ancienneté totale acquise	Bonification des 2/3 accordée
Afriyé Kossiwa, épouse Dzigbé	12- 9-77 au 31-12-82	5a 3m 19j	3a 6m 12j
Bah-Traoré Sogaba	19- 6-78 au 31-12-82	4a 6m 12j	3a 8j

La situation administrative des intéressés et reprise comme suit :

Afriyé Kossiwa, épouse Dzigbe

- 1- 1-1983 — monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon + 3 ans 6 mois 12 jours de bonification
 1- 1-1983 — monitrice de 3^e classe 2^e échelon + 1 an 6 mois 12 jours de bonification
 19- 6-1983 — monitrice de 3^e classe 3^e échelon (bonification épuisée).

Bah-Traoré Sogaba

- 1- 1-1983 — moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 3 ans 8 jours de bonification
 1- 1-1983 — moniteur de 3^e classe 2^e échelon + 1 an 8 jours de bonification
 23-12-1983 — moniteur de 3^e classe 3^e échelon (bonification épuisée).

Mme Awide Tchêi Naka Padapodoma, épouse Sama dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative, conserve à titre personnel, le bénéfice de cette rémunération jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 281/MTFP du 30/1/85 — Les moniteurs permanents ci-après désignés, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 20 et 21 octobre 1982, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1^{er} janvier 1983 et restent mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général).

— Akoloh Koffi Djabaku, n° mle 022099-M, moniteur permanent de 2^e catégorie échelle C

— Amaké Badibawou, n° mle 025598-Y, moniteur permanent de 3^e catégorie échelle C

— Sode Mawoulé, n° mle 020746-L, moniteur permanent de 3^e catégorie échelle D

— Zogbedzi Komlan Zovodu, n° mle 022648-J, moniteur permanent de 2^e catégorie échelle C

— Wayikpo Yao Agbénowossi, n° mle 018029-X, moniteur permanent de 2^e catégorie échelle C.

Une bonification d'ancienneté leur est accordée dans les conditions suivantes pour leurs services antérieurs accomplis en qualité d'agents non fonctionnaires en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Nom et Prénoms	Période d'activité d'agent non fonctionnaire	Ancienneté totale acquise	Bonification des 2/3 accordée
Akoloh Koffi Djabaku	1- 2-78 au 31-12-82	4a 11m	3a 3m 10j
Sode Mawoulé	5- 10-67 au 30-3-77 et 12- 9-77 au 31-12-82	14a 9m 14j	6a
Amaké Badibawou	15- 2-79 au 31-12-82	3a 10m 16j	2a 7m
Wayikpo Yao Agbénowossi	16- 9-76 au 31-12-82	6a 3m 15j	4a 2m 10j
Zogbedzi Komlan Zovodu	10- 4-78 au 31-12-82	4a 8m 21j	3a 1m 24j

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

Akoloh Koffi Djabaku

- 1- 1-1983 — moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 3 ans 3 mois 10 jours de bonification
 1- 1-1983 — moniteur de 3^e classe 2^e échelon + 1 an 3m 10 jours de bonification
 21- 9-1983 — moniteur de 3^e classe 3^e échelon (bonification épuisée).

Sode Mawoulé

- 1- 1-1983 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 6 ans de bonification
- 1- 1-1983 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 4 ans de bonification
- 1- 1-1983 — moniteur de 3e classe 3e échelon + 2 ans de bonification
- 1- 1-1983 — moniteur de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Wayikpo Yao Agbénowossi

- 1- 1-1983 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 4 ans 2m 10 jrs de bonification
- 1- 1-1983 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 2 ans 2m 10 jrs de bonification
- 1- 1-1983 — moniteur de 3e classe 3e échelon + 2 mois 10 jrs de bonification
- 21-10-1984 — moniteur de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Amaké Badibawou

- 1- 1-1983 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 2 ans 7 mois de bonification
- 1- 1-1983 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 7 mois de bonification
- 1- 6-1984 — moniteur de 3e classe 3e échelon (bonification épuisée).

Zogbédzi Komlan Zovodu

- 1- 1-1983 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 3 ans 1m 24 jrs de bonification
- 1- 1-1983 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 1 an 1 mois 24 jrs de bonification
- 7-11-1983 — moniteur de 3e classe 3e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 282/MTFP du 30/1/85 — Mme Akakpo Sampé, épouse Dégboé, n° mle 022074-C, monitrice permanente de 2e catégorie échelle D, admise au certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session des 11 et 12 octobre 1979, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3e classe 1er échelon (cat. D—indice 270) à compter du 1er janvier 1980 et conserve son affectation actuelle, (section 27, chapitre 20) du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 1 an 4 mois 10 jours est accordée à Mme Dégboé pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement en qualité d'agent non fonctionnaire du 15 décembre 1977 au 31 décembre 1979 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 1- 1-80 — monitrice de 3e classe 1er échelon + 1 a 4m 10j de bonification
- 21- 8-80 — monitrice de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 283/MTFP du 30/1/85 — En attendant la parution du statut particulier des comptables mécanographes, Mlle Zinsou Adjoa Ahidémé, titulaire du BEPC, de l'attestation d'inscription au bac, du CAP aide-comptable et du BEPCM, est nommée dans la catégorie C en qualité de comptable mécanographe de 2e classe 2e échelon stagiaire (indice 600) à compter du 5 mai 1981 date de sa prise en charge par le budget autonome de l'office du tourisme et mise à la disposition du haut commissaire au tourisme (section 6, chapitre 23 budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 18 mars 1983.

Arrêté n° 285/MTFP du 30/1/85 — Mlle Lawson Nadouvi Holako, n° mle 021721-K, monitrice permanente 5e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session des 22 et 23 octobre 1980, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3e classe 1er échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1er janvier 1981 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'intéressée dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative, conserve à titre personnel, le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 286/MTFP du 30/1/85 — M. N'Sougan Amétoh, n° mle 017820-E, moniteur permanent de 2e catégorie échelle A, titulaire du certificat d'aptitude au monitorat, session des 21 et 22 octobre 1981, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D—indice 270) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de quatre ans huit mois dix neuf jours (4ans 8 mois 19 jours) lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 2 décembre 1974 au 31 décembre 1981 inclus, conformément aux dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 1- 1-82 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 4a 8m 19jrs de bonification
- 1- 1-82 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 2a 8m 19jrs de bonification
- 1- 1-82 — moniteur de 3e classe 3e échelon + 8m 19jrs de bonification
- 12- 4-83 — moniteur de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 288/MTFP du 30/1/85 — Mme Dokou Assoupi, épouse Kpognon, n° mle 025760-S, monitrice permanente de 6e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) spécialité : arts ménagers, session de juin 1978 et qui a accompli cinq (5) années de pratique professionnelle dans l'enseignement du 2e degré, est nommée dans le cadre des fonctionnaires en qualité de professeur technique-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er mars 1984 et reste mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 21 du budget général).

Mme Dokou Assoupi, épouse Kpognon dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative, conserve à titre personnel, le bénéfice de cette rémunération jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 339/MTFP du 6/2/85 — Sont rapportés en ce qui concerne M. Agoroh Idi Sah Idrissou, n° mle 000221-X les arrêtés n°s /358/MFP du 30 avril 1975 portant nomination et 1537/MTFP du 8 novembre 1983 portant promotion.

M. Agoroh Adam Idrissou Idi Sah, n° mle 000221-X, agent permanent de 6e catégorie échelle D au salaire et prime d'ancienneté de 36683-F, admis au concours professionnel pour le recrutement des secrétaires des greffes et parquets, ouvert par arrêté n° 440/MFP du 2 juillet 1974, est nommé dans le cadre du personnel judiciaire en qualité de secrétaire des greffes et parquets de 2e classe 3e échelon (catégorie C—indice 650) à compter du 1er mars 1975 en application des dispositions des articles 42 et 43 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 et conserve son affectation actuelle (section 17, chapitre 21, du budget général).

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 1- 3-75 secrétaire des greffes et parquets de 2e classe 3e échelon
- 1- 3-77 secrétaire des greffes et parquets de 2e classe 4e échelon
- 1- 3-79 secrétaire des greffes et parquets de 1ere classe 1er échelon
- 1- 3-81 secrétaire des greffes et parquets de 1ere classe 2e échelon
- 1- 3-83 secrétaire des greffes et parquets de 1ere classe 3e échelon (indice 850)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 18 septembre 1984.

Intégrations

Arrêté n° 225/MTFP du 21/1/85 — M. Nyonato Klu Yawo, n° mle 031242-C, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C—indice 550) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (session de juillet 1984),

est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e de classe 1er échelon stagiaire (catégorie B—indice 750), à compter du 1er août 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20, du budget général).

Arrêté n° 226/MTFP du 21/1/85 — M. Tonou Sossou Soussou Woégnimawua, n° mle 013742-Y, instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon (catégorie C—indice 700) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours, session des 20 et 21 octobre 1982, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B—indice 750) à compter du 1er janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 227/MTFP du 21/1/85 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne Mlle Agbo Akoua Yébaki, la décision n° 1901/MTFP du 26 décembre 1983, portant avancement automatique d'échelon.

Les moniteurs ci-après désignés (catégorie D), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), série concours, session des 20 et 21 octobre 1982, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er janvier 1983 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général):

- Agbo Akoua Yébaki, n° mle 017101-P, monitrice de 3e classe 3e échelon (indice 350)
- Amédé Ikatso Améto, n° mle 017208-A, moniteur de 2e classe 2e échelon (indice 470)
- Tchangai. Limdéma, n° mle 017969-T, moniteur de 3e classe 3e échelon (indice 350).

Arrêté n° 228/MTFP du 21/1/85—M. Awounor Kofi Kuma, n° mle 021013-P, instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon (indice 650) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP 2e degré série concours) session des 20 et 21 octobre 1982, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B—indice 750) à compter du 1er janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

Arrêté n° 229/MTFP du 21/1/85—M. Adiya Komi Agbewonu, n° mle 020925-F, moniteur de 3e classe 3e échelon (catégorie D—indice 350) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), série concours, session des 20 et 21 octobre 1982, est intégré dans la catégorie hiérarchique

supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 230/MTFP du 21/1/85 — M. Fofana Easo Same Walla, n° mle 017531-V, moniteur de 2e classe 1er échelon (catégorie D—indice 430) du cadre du personnel de l'enseignement admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) série concours, session des 21 et 22 octobre 1981, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 231/MTFP du 21/1/85 — M. Wilson Sewa Djanta, n° mle 020565-F, agent technique de 2e classe 4e échelon (catégorie B—indice 1050) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du brevet de maîtrise en mécanique orthopédique de la chambre des métiers de Dormund à l'issue de deux ans de stage de formation professionnelle en République fédérale d'Allemagne, est rayé de son corps d'origine et intégré dans la

catégorie A2 en qualité de technicien supérieur orthopédiste de 2e classe 1er échelon (indice 1100) à compter du 1er mars 1984 et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1er septembre 1983, date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressé dans son ancien corps.

Arrêté n° 232/MTFP du 21/1/85 — Les instituteurs-adjoints de 3e classe 4e échelon ci-après désignés sont promus au 1er échelon du grade d'instituteur-adjoint de 2e classe à compter des dates suivantes:

3- 9-81 — Nyasso Kpensaga Maérébabé, n° mle 019171-M
12- 9-81 — Tossou-Gassré Kodjo Landjéko, n° mle 015108-E

Les instituteurs-adjoints ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours session des 21 et 22 octobre 1981 sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs (catégorie B) dans les conditions suivantes à compter du 1er janvier 1982 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Nom et Prénoms n° mle.	Ancien grade et indice	Date du dernier avancement	Nouveau grade et indice	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement dans le nouveau corps
Nyasso Kpensaga Maérébabé n° mle. 019171-M	Instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)	3- 9-81	Instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	3- 9-81
Tossou Gassré Kodjo Landjéko n° mle. 015108-E	Instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon indice 750)	12- 9-81	Instituteur de 2e classe 1er échelon (indice 750)	12- 9-81

Arrêté n° 233/MTFP du 21/1/85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Badjaglana Hodiba Mafina, n° mle 030259-M, l'arrêté n° 851/MTFP du 5 juin 1984 portant titularisation et avancement automatique d'échelon.

Les infirmiers d'Etat (catégorie C) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, admis à l'examen de sortie de la troisième année de l'école nationale des

auxiliaires médicaux (promotion 1980-1983), sont intégrés dans la catégorie B en qualité d'agents techniques dans les conditions suivantes à compter du 1er juillet 1983 et conservent leur affectation actuelle (section 23, chapitre 20 du budget général).

Nom et Prénoms n° mle.	Ancien grade et indice	Date du dernier avancement	Nouveau grade et indice	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement dans le nouveau corps.
Badjaglana Hodiba Mafina n° mle. 030259-M	infirmier d'Etat de 2e cl. 2e éch. (indice 600)	néant	agent technique de 2e cl. 1er éch. (indice 750)	1- 7-83
Adogloh Akouélé, épouse N'konou n° mle. 002729-T	infirmière d'Etat pple. de cl. except. (indice 1050)	1-11-81	agent technique de 2e cl. 4e éch. (indice 1050)	1- 7-83

Arrêté n° 234/MTFP du 21/1/85 — M. Letou Komlan Amétépé, n° mle 027129-B, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C—indice 550) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré, série A4, session de juin 1984, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B—indice 750) à compter du 1er juillet 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

Arrêté n° 235/MTFP du 21/1/85 — M. Sogah Kokou Apénou, n° mle 033172-N, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C—indice 550) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (session de juin 1982), est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B—indice 750) à compter du 30 juin 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 290/MTFP du 30/1/85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Amadou Guinguina Omorou, l'arrêté n° 1392/MTFP du 24 septembre 1982 portant promotion et avancement automatique d'échelon.

M. Guinguina Amadou Omorou, n° mle 007211-V, professeur-adjoint d'éducation physique et sportive de 3e classe 4e échelon (catégorie A2—indice 1400), titulaire du certificat d'aptitude aux fonctions de conseiller sportif (C.A.C.S.) session de décembre 1980 de l'institut national de la jeunesse et des sports de Lomé, est rayé de son corps d'origine et intégré avec une bonification d'un échelon dans la catégorie A2 en qualité de conseiller sportif de 1re classe 1er échelon (indice 1500) à compter du 9 mars 1981.

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 15 septembre 1979, date du dernier avancement automatique de l'intéressé dans son ancien corps.

M. Guinguina Amadou Omorou est élevé aux échelons supérieurs de son grade aux dates suivantes :

- 15- 9-81 — conseiller sportif de 1re classe 2e échelon (indice 1600)
15- 9-83 — conseiller sportif de 1re classe 3e échelon (indice 1700).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 30 juillet 1984.

Arrêté n° 291/MTFP du 30/1/85 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne Mlle Adenka Kafui, n° mle 012978-C, la décision n° 1889/MTFP du 22 décembre 1983, portant avancement automatique d'échelon.

Mlle Adenka Kossiwa Kafui Omoladé, n° mle 012483-D institutrice adjointe de 3e classe 3e échelon (catégorie C—indice 650), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admise au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours, session des 20 et 21 octobre 1982, est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'institutrice de 2e classe 1er échelon (catégorie B—indice 750) à compter du 1er janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 292/MTFP du 30/1/85 — M. Koffi Nikabou, n° mle 025270-Q, instituteur-adjoint de 3e classe 2e échelon (catégorie C—indice 600) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP-série concours) session des 20 et 21 octobre 1982, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B—indice 750) à compter du 1er janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 293/MTFP du 30/1/85 — M. Amenayaglo Kossivi Nidu-Amili, n° mle 017228-W, moniteur de 3e classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, est élevé au 3e échelon de son grade à compter du 19 octobre 1981.

Les moniteurs (catégorie D) ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique session des 20 et 21 octobre 1982, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe (catégorie C) à compter du 1er janvier 1983 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Nom et Prénoms	Ancien grade	Date du dernier avancement	Nouveau grade	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement dans le nouveau corps.
Agbobli Méyévi Biova n° mle. 017109-F	monit. de 3e cl. 3e éch. ind. 350	1- 1-82	inst. adjte 3e cl. 1er éch. ind. 550.	1- 1-83
Amenayaglo Kossivi Nidu-Amili n° mle 017228-W	monit. 3e cl. 3e éch. ind. 350.	19-10-81	inst. adjte 3e cl. 1er éch. ind. 550.	1- 1-83
Gnassounou-Akpa Amoussou Guédé n° mle 019025-T	monit. 3e cl. 3e éch. ind. 350.	1- 1-82	inst. adjt de 3e cl. 1er éch. ind. 550.	1- 1-83

Arrêté n° 294/MTFP du 30/1/85 — M. Douarhey Tchasséméyi, n° mle 031033-K, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C—indice 550) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (session de juin 1984), est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B—indice 750) à compter du 1er juillet 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 295/MTFP du 30/1/85 — M. Tchagbeleou Tchabi Inkesséwoussi, n° mle 017962-L, moniteur de 3e classe 2e échelon (catégorie D—indice 310), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) série concours, session des 20 et 21 octobre 1982, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 334/MTFP du 6/2/85 — M. Chakpla Yaovi Soke Vigninou, n° mle 008410-L, moniteur de 2e classe 1er échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) série concours, session des 20 et 21 octobre 1982, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 335/MTFP du 6/2/85 — M. Arahore Wasr Lanwon, n° mle 005189-X, instituteur-adjoint de 2e classe 3e échelon (catégorie C—indice 850), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours, session des 21 et 22 octobre 1981, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 2e échelon (catégorie B—indice 850) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20, du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 1er janvier 1981, date du dernier avancement automatique de l'intéressé.

Arrêté n° 336/MTFP du 6/2/85 — M. Amah Amouso Pikassi-Ami, n° mle 007707-D, instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon (catégorie C—indice 700) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP-série concours) session d'octobre 82, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en

qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B—indice 750) à compter du 1er janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20, du budget général).

Arrêté n° 338/MTFP du 6/2/85 — M. Amenoumouve Comlan Ananou Assiongbon, n° mle 017227-M, moniteur de 2e classe 2e échelon (catégorie D—indice 470) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) série concours, session des 21 et 22 octobre 1981, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20, du budget général).

Arrêté n° 341/MTFP du 6/2/85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne Mme Ozou Akoua Mansah, épouse Assih, l'arrêté n° 1043/MTFP du 23 juin 1983 portant promotion et avancement automatique d'échelons.

Mme Ozou Akoua Mansah épouse Assih, monitrice de 2e classe 1er échelon, est élevée au 2e échelon de son grade à compter du 14 février 1981.

Les moniteurs (catégorie D) ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) série concours, session des 21 et 22 octobre 1982, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon (catégorie C—indice 550) à compter du 1er janvier 1983 et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20, du budget général).

— Degla Kodjo, n° mle 022315-M, moniteur de 3e classe 3e échelon (indice 350)

— Agbadza Mensah Kutékpo, n° mle 015886-Q, moniteur de 2e classe 2e échelon (indice 470)

— Ozou Akoua Mansah épouse Assih, n° mle 005866-L monitrice de 2e classe 2e échelon (indice 470)

— Akakpo Komi Adjagnon, n° mle 017150-Y, moniteur de 2e classe 2e échelon (indice 470).

Arrêté n° 342/MTFP du 6/2/85 — Les instituteurs-adjoints (catégorie C) ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP), série concours, session des 20 et 21 octobre 1982, sont intégrés dans le corps des instituteurs (catégorie B) à compter du 1er janvier 1983 dans les conditions suivantes et conservent leur affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Nom et Prénoms n° mle.	Ancien grade et indice	Date du dernier avancement	Nouveau grade et indice	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement dans le nouveau corps
Fessou Klou Tsatsè Messan n° mle. 009350-Y	inst.-adjt. de 2e cl. 2e éch. (indice 800)	1- 1-82	inst. de 2e cl. 2e éch. dice 850)	1- 1-83
Somado Kankoe n° mle. 010364-W	inst.-adjt. de 2e cl. 3e éch. (indice 850)	27- 9-82	inst. de 2e cl. 2e éch. (indice 850)	27- 9-82

Nomination

Arrêté n° 266/MTFP du 22/1/85 — M. Mabalé Dickliwè, n° mle 010764-E attaché d'administration de 2e classe 3e échelon, inspecteur du travail et des lois sociales précédemment en service à l'inspection du travail et des lois sociales de LOME-EST est nommé chef service de l'inspection du travail et des lois sociales à Atakpamé (préfecture d'Ogou région des plateaux) en remplacement de M. Agbovi Kodzo.

Le traitement de l'indemnité de fonction de l'intéressé est imputable à la section 12, chapitre 21, article 00, paragraphe 18 du budget général.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Titularisations

Arrêté n° 322/MTFP du 6/2/85 — M. Bodeme Yawo Dodzi, n° mle 011489-T, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP-CFEN-ENI), session des 20 et 21 octobre 1982, est titularisé dans son emploi à compter du 1er janvier 1983.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

Catégorie C

13- 9-81 — instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon (indice 800)

Catégorie B

1- 1-83 — instituteur de 2e classe 2e échelon (indice 850)

Révocation

Arrêté n° 155/MTFP du 18/1/85 — Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement sont révoqués de leurs fonctions sans suspension des droits à pensions pour fautes graves de services :

MM. — Amoussou Kossi n° mle 002287-R, instituteur principal 1er échelon en service à l'inspection de l'enseignement du premier degré de Sotouboua Nord

— Pide Bogonnélé, n° mle 017886-G, instituteur de 2e classe 3e échelon en service à l'école primaire publique de Fazao (Sotouboua).

Le présent arrêté prend effet à compter de 3 juillet 1984.

Réprise de Service

Arrêté n° 267/MTFP du 25/1/85 — Est constatée à compter du 1er octobre 1984, la reprise de service de Fiavor Kokou Binayaté, n° mle 006428-W, commis d'administration de 1re classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service au CEG de Zébévi à Aného dont l'absence irrégulière avait été constatée suivant arrêté n° 1295/MTFP du 5 novembre 1984.

Retraite

Arrêté n° 265/MTFP du 21/1/85 — Les fonctionnaires ci-après désignés, relevant des différents ministères, ayant atteint la limite d'âge sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er avril 1985.

Ministère de l'économie et des finances

— Ajavon Ayayi Kanligan, n° mle 000390-G, agent de recouvrement principal 3e échelon du trésor.

Ministère des affaires étrangères et de la coopération

— Mensah Edoé Agbomé, n° mle 000636-E, adjoint administratif principal de C.E.

Ministère du développement rural

— Homekou Kokouvi Kangni, n° mle 007467-D ingénieur-adjoint d'agriculture de 2e classe 2e échelon en service à la direction régionale du centre à Lomé

Ministère de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine

— Amoussou Kohouénou Hodogbé, épouse Waklatsi, n° mle 001898-U, infirmière d'Etat de 1ère classe 2e échelon.

- Creppy Ata Folly Klozingbé, n° mle 000464-S, infirmier d'Etat principal de C.E.
- d'Almeida Ayayi Azobito, n° mle 000408-A, agent technique de santé principal de C.E.
- de Souza Afiyo Gégé, épouse Kutsienyo, n° mle 000486-E, infirmière d'Etat principale de C.E.

Société d'Etat

- Akouvi Efrikon Komlan, n° mle 000286-Q, agent d'exploitation principal de C.E. des P.T.T. en service détaché à la CEET à Lomé.

Ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique

- Djabaré Kouassi, n° mle 001128-A, instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon
- Sossou Lossah, n° mle 000347-V, instituteur principal 3e échelon
- Hadonou Sawla Agossa, n° mle 000434-U, instituteur-adjoint de 1ère classe 1er échelon
- Agbodjan-Huedemuwa Akovi, n° mle 000325-P, instituteur principal 1er échelon
- de Medeiros Menyawoanao Yao, n° mle 000361-K, instituteur principal 1er échelon.

Ministère de l'information

- Mensah-Zukong Edo Dinyinko Dosseh, n° mle 002932-N, journaliste principal de C.E. en service à la radiodiffusion de Lomé

Ministère du commerce et des transports

- Fantognon Kokou Ahounthédé Etossounmi, n° mle 001126-Q, assistant principal 3e échelon de la météorologie.

Ministère de l'Equipelement, des Mines et des postes et Télécommunications

- Azy Missihoun Yao, n° mle 000290-U, agent d'exploitation principal de C.E. des P.T.T.
- Teclar Danklou Ama, n° mle 000071-Z, contrôleur principal 3e échelon des P.T.T.

Arrêté n° 268/MTFP du 25/1/85 — M. Kpekli Amétowonya, n° mle 003931-H, ingénieur des travaux agricoles de 2e classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en service à la DRDR région de la Kara, est admis d'office à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour invalidité à compter du 1er février 1985.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 25/1/85 à l'arrêté n° 652/MTFP du 8 mai 1984 portant titularisation

Les fonctionnaires stagiaires ci-après désignés du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi à compter des dates suivantes :

Au lieu de :

Corps des infirmiers d'Etat (cat. C)

- 2- 8-83 — Adom Yomiedéma n° mle 032249-T, infirmier d'Etat de 2e classe 1er éch.

Lire :

Corps des agents techniques (cat. B)

- 2- 8-83 — Adom Yomiedéma n° mle 032249-T, agent technique de 2e classe 1er éch.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 25/1/85 à l'arrêté n° 799-MTFP du 22 juin 1984 portant titularisation et avancement automatique d'échelon.

Les fonctionnaires ci-après désignés, du cadre du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

AGRICULTURE

Corps des ingénieurs (Cat. A1)

Au lieu de :

- 26- 1-82 — Panou Koffi Biova, n° mle 024579-D, ing. de 2e cl. 2e échelon.

Lire :

- 26- 1-82 — Panou Koffi Biova, n° mle 029619-D, ing. de 2e cl. 2e échelon.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 25/1/85 à l'arrêté n° 852/MTFP du 5 juillet 1984 portant titularisation et avancement automatique d'échelon.

Au lieu de :

M. Kodjo Comlanvi Adankpoh, n° mle 031498-L, agent de promotion culturelle de 2e classe 1er échelon stagiaire qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 5 novembre 1982 et conserve une ancienneté d'un an.

Lire :

M. Kodjo Comlavi Adoukpoh, n° mle 031498-L, agent de promotion culturelle de 2e classe 1er échelon stagiaire qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 5 novembre 1982 et conserve une ancienneté d'un an.

Le reste sans changement.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA CONDITION FEMININE

Rectificatif

RECTIFICATIF du 6/2/85 à la décision n° 30/MSPASCF du 28 janvier 1985 portant affectation et nomination

Les médecins et pharmaciens dont les noms suivent relevant du ministère de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine, reçoivent les affectations ci-après :

Au lieu de :

**SERVICE NATIONALE DE
DERMATO-VENEROLOGIE**

— Adzodo Mawuli, médecin ord. n° mle 030184-J, précède à la SS d'Amou en complément d'effectif (perd ses indemnités de fonction)

Subdivision Sanitaire d'Amou

— Ocloo A. Avuletey, médecin nouvellement engagé est nommé médecin-chef de subsanitaire en remplacement de Adzodo muté

Subdivision Sanitaire de Wawa

— Assi Ago Aguéou, médecin, précède à la CIMAO est nommé médecin-chef de subsanitaire en remplacement de Botchi muté

Lire :**Subdivision Sanitaire d'Amou**

— Adzodo Mawuli, médecin ord. n° mle 030184-J et (conserve ses indemnités de fonction)

Subdivision Sanitaire de Wawa

— Ocloo A. Avuletey, médecin nouvellement engagé est nommé médecin-chef de subsanitaire en remplacement de Botchi muté

Le reste sans changement

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.

Nomination

Décision n° 35/MEN — RS du 28/1/85 — Les fonctionnaires dont les noms suivent sont nommés membres du comité de coordination du projet TOG/84/PO2 d'éducation en matière de population et d'éducation sexuelle à l'école.

n° mle	Nom et Prenoms	Grade	Attributions
002043-D	Agbekponou Akouété	I.E.N. 1re cl. 3e éch.	Directeur Technique
002009-T	Amouzou Akossou	Prof. 1re cl. 3e éch.	Membre
001793-T	Agbenowossi-Koffi Kodjo	I.E.N. 1re cl. 2e éch.	"
015502-Q	Péré Dahuku	Prof. 2e cl. 1er éch.	"
003038-Y	Akumey Komlan Ago	Prof. de classe Except.	"
001167-H	Folligan Messan	I.E.N. 1re cl. 1er éch.	"
002290-L	Nambou Yao	I.E.N. 2e cl. 2e éch.	"
001322-U	Adotévi-Akué K. Sonkudé	I.E.N. 2e cl. 2e éch.	"
007070-Y	Kouassi H. Mawuli	I.E.N. 2e cl. 2e éch.	"
010505-T	Kogoé Akrima	Prof. 3e cl. 4e éch.	"
001840-S	Djabie Kanfitin	I.E.N. de classe Except.	"
005611-M	Ahyée B. Dezi-Comlan	Prof. 3e cl. 1er éch.	Membre (Bureau permanent).
007743-H	Zoumaro-Djayoon Lantame	Prof. 1re cl. 3e éch.	Membre (Bureau permanent)
009213-F	Messan Adika	Instit. 2e cl. 4e éch.	"

La présente décision prend effet à compter de la date de signature.

Exclusion

Décision n° 11/MENRS du 15/1/85 — Les élèves Adovlo Kokou, Koudadje Adje et Adamou Abdou sont définitivement exclus du collège d'enseignement général d'Agbodrafo, pour indiscipline et incitation de leurs camarades à la rébellion.

Les élèves Anani Koffi, Elorh Koffi, Messan-Atso Anani et Kpatcha Blao Aclisso sont exclus du collège d'enseignement général d'Agbodrafo pour une durée de quinze (15) jours, pour indiscipline et participation à la rébellion.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

MINISTERE DU PLAN ET DE L'INDUSTRIE**Autorisation de paiement**

Décision n° 7/MPI/DGPD/DFCEP du 18/1/85 — Est autorisé, le paiement au profit du trésorier-payeur du Togo, de la somme de : cent millions de francs (100.000.000) CFA en régularisation du virement effectué par anticipation pour couvrir les frais d'organisation de la conférence en vue de la signature de la convention ACP-CEE "LOME III".

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement gestion 1984 (CAS/IDA), titre VI, chapitre 2, article 1, paragraphe 1, rubrique B.

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**Nomination**

Décision n° 10/METFP/MEN-RS du 23/1/85 — Les fonctionnaires dont les noms suivent sont nommés homologues des experts du BIT dans le cadre du Projet TOG/80/003 et répartis comme suit :

Homologues	Poste d'affectation actuel	Expert encadreur
MM. Vossah Komlavi Tchedré Yao	Formateur au CNPP Chef Div. Programme à la DETP	Gaillard
Koumou Ketévi	Chef Div. Programme à la DETP	"
Mensah-Nyagan Ayi	Prof. Let Sokode	"
Matcha Médjélani	Prof. Let Eyadema	"
Mme Lawson Akoko	Prof. Let Eyadema	Balzano
MM. Bitadi Abalo Adodjissi Menissan	Formateur au CNPP Chef Div. Doc. Inf. à la DETP	"
Amedegnato Anani	Dtion Gle Planification Educ.	"
Amegandjin Ayeko	Dtion Gle Planification Educ.	"
Agalatossi Kawissi	Chef Trav. Adj. Let Eyadema	"

Les intéressés conservent leur poste d'affectation actuel et sont partiellement libérés de leurs tâches habituelles pour leurs travaux avec les experts.

Ils peuvent, en cas de nécessité, de disponibilité et sur proposition de leurs chefs de service respectifs, être entièrement ou temporairement mis à la disposition des experts intéressés.

Le directeur de l'enseignement technique et professionnel et le directeur général de la planification de l'éducation sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision.

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE L'INFORMATION.**Nomination**

Arrêté n° 19/MDPRCI du 13/2/85 — M. Ekoué Hanbonon, expert-comptable, est nommé commissaire aux comptes du consortium interafricain de distribution cinématographique (CIBC) et du centre interafricain de production de films (CIPROFILMS).

DIVERS**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

Concession de pensions de retraite de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 31/MEF/CR du 31/1/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 70%) au montant annuel de huit cent soixante onze mille huit cent huit (871.808) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Noutchet Sékin Koffi Mitronougna, agent technique principal 3e échelon du corps du personnel de la santé (indice 1650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Noutchet Sékin Koffi Mitronougna pour compter du 1er janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés:

Mawulé, née le 10 août 1957
Ayawovi, née en 1960
Comlan, né en 1960
Comlanvi, né en 1961
Kossiwa, née le 15 janvier 1961
Djigbodi, née le 23 décembre 1962

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent dix sept mille neuf cent cinquante deux (217.952) francs pour compter du 1er janvier 1985.

M. Noutchet Sékin Koffi Mitronougna pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8e au 10e rang) ci-après désignés :

Agbodji, né le 1er mars 1965
Mawuto, né le 3 mai 1965
Akpédjé, née le 10 janvier 1971.

Arrêté n° 32/MEF/CR du 31/1/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 65 %) au montant annuel de six cent treize mille deux cent quatre vingt quatre (613.284) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Houngues Léma Yaovi, instituteur de 1re classe 2e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1250) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Houngues Léma Yaovi pour compter du 1er janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Kossiwa, née le 7 avril 1957
Komi, né le 13 juillet 1959
Kossi, né le 12 février 1961
Ameyo, née le 26 septembre 1963

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt onze mille neuf cent quatre vingt douze (91.992) francs.

M. Houngues Léma Yaovi pourra prétendre pour compter du 1er janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 6e rang) ci-après désignés :

Adodo, né le 30 août 1965
Ablavi, née le 25 février 1969.

Arrêté n° 34/MEF/CR du 31/1/85 — Une pension proportionnelle (pourcentage 50%) au montant annuel de six cent soixante mille quatre cent soixante (660.460) frs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nagbe T. Komaran, secrétaire d'administration principal de C.E. du corps du personnel de l'administration générale (indice 1750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1985.

M. Nagbe T. Komaran pourra prétendre pour compter du 1er janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Akouavi, née le 27 septembre 1967
Adjoa, née le 20 juillet 1970

Yawa, née le 22 juin 1972
Agbalé, née le 4 février 1974
Amévi, née le 24 mars 1979.

Arrêté n° 35/MEF/CR du 31/1/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Veuve Kodjovi Johnson Afiavi (née Tossou), épouse de Kodjovi Johnson Komlanvi, gendarme 5e échelon n° mle 285 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 650, pourcentage 41%) en retraite décédée le 17 janvier 1982, une pension de veuve aux taux annuel de cent mille cinq cent quatre vingt (100.580) francs pour compter du 13 août 1983.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin pour compter du 13 août 1983 aux orphelins ci-après désignés :

Komlan, né le 11 septembre 1967
Kouawo, né le 20 novembre 1969
Akouété, né le 3 mai 1973
Assiba, née le 8 février 1975
Ampahba, née le 1er octobre 1979.

Le montant de la pension allouée ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs par an en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et et non aux résultats que donneraient les calculs effectués sur sur la base du paragraphe I du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Amoussou Codjo, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 38/MEF/CR du 31/1/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Senouvo Vioalé (Thérèse) née (Mensah), épouse de M. Senouvo (Alphonse), employé principal échelle 2 échelon 6 des CFT, (indice 771, pourcentage 52%), décédée le 18 Juillet 1983, une pension de veuve au taux annuel de cent cinquante et un mille trois cent dix (151.310) francs pour compter du 1er août 1983.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin aux taux annuel de trente mille deux cent soixante deux (30.262) francs pour compter du 1er août 1983 à chacun des orphelins ci-après dénommés :

Mawuédjro, né le 28 décembre 1963
Waoilé, née le 26 juillet 1967
Ao Biova, née le 30 mai 1974.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins surnommés seront versés entre les mains de M. Senouvo Ggbegnissou Codjo, chauffeur à la CFAO-Lomé, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 39/MEF/CR du 31/1/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Johnson Sakélé (née Atayi), épouse de M. Johnson Dossèvi (Clément) instituteur-adjoint de 1re classe 3e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1.000 pourcentage 74%) en retraite décédé le 28 décembre 1982, une pension de veuve au taux annuel de deux cent soixante dix neuf mille deux cent quatre vingts (279.280) francs pour compter du 3 décembre 1983.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au taux annuel de cinquante cinq mille huit cent cinquante six (55.856) francs pour compter du 3 décembre 1983 à l'orpheline Adjoa, née le 17 mai 1965.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant les émoluments attribués à l'orpheline sus-dénommée seront versés entre les mains de M. Johnson Kokou Awloué tuteur de l'orpheline du de cujus.

Arrêté n° 40/MEF/CR du 31/1/85 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 63%) au montant annuel de trois cent trente deux mille huit cent soixante douze (332.872) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Assirimi Komi Assoh, maréchal des logis 6e échelon du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er août 1984.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Assirimi Komi Assoh pour compter du 1er août 1984 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Yaogan, né le 1er janvier 1954
Sédina, née le 30 mars 1957
Ama, née le 11 juin 1960
Ayaovi, né le 6 avril 1961
Dodji, né le 6 mars 1964
Kossiwa, née le 9 août 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt trois mille deux cent vingt (83.220) francs pour compter du 1er août 1984.

M. Assirimi Komi Assoh pourra prétendre, pour compter du 1er août 1984 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 15e rang) ci-après désignés :

Yaogan, né le 1er janvier 1954
Sédina, né le 30 mars 1957
Ama, née le 11 juin 1960
Ayaovi, né le 6 avril 1961
Dodji, né le 6 mars 1964
Kossiwa, née le 9 août 1964
Lébéné, né le 20 juillet 1965

Messan, né le 7 janvier 1966
Anani, né le 13 juin 1969
Kossi, né le 16 mai 1971
Agnité, né le 29 janvier 1972
Guignidi, né le 25 mai 1974
Agnimailaih, né le 10 avril 1977
Tadjanh, né le 20 décembre 1979
Adoumou, né le 6 novembre 1982.

Arrêté n° 41/MEF/CR du 31/1/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Ankrah Adudé Abila (née Akué), épouse de M. Ankrah Tondo (David), instituteur principal de classe exceptionnelle (indice 1.750) pourcentage 70% en retraite décédé le 18 février 1980, une pension de veuve au taux annuel de quatre cent soixante deux mille trois cent vingt deux (462.322) francs pour compter du 27 juillet 1982.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse à l'enfant Adovi né le 2 février 1963, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de quatre vingt douze mille quatre cent soixante quatre (92.464) francs pour compter du 27 juillet 1982.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant les émoluments accordés à l'orphelin sus-dénommé seront versés entre les mains de M. Kudjoh Ekwé Héfumé, tuteur de l'orphelin du de cujus

Arrêté n° 42/MEF/CR du 4/2/85 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 63%) au montant annuel de trois cent trente deux mille huit cent soixante douze (332.872) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Yibokou Kossi Kowu, sergent 6e échelon n° mle 026 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er août 1984.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Yibokou Kossi Kowu pour compter du 1er août 1984 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Kodjovi, né le 5 février 1962
Kodjo, né le 8 juin 1964
Akuélé, née le 24 mai 1965
Kokou, né le 29 novembre 1967
Akoua, née le 4 septembre 1968.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante six mille cinq cent soixante seize (66.576) francs pour compter du 1er août 1984.

M. Yibokou Kossi Kowu pourra prétendre, pour compter du 1er août 1984 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 12e rang) ci-après désignés :

Kodzovi, né le 13 septembre 1971
 Yao, né le 20 juillet 1972
 Lololi, née le 23 septembre 1974
 Ayovi, née le 26 décembre 1974
 Koami, né le 18 octobre 1975
 Akpenè, née le 22 juillet 1976
 Edem, né le 13 octobre 1979.

Arrêté n° 43/MEF/CR du 4/2/85 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 40%) au montant annuel de cent vingt six mille huit cent huit (126.808) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Yemsa Komi, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 1.064 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1984.

M. Yemsa Komi pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1984 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Ayié, né le 10 juillet 1974
 Aouessouwer, né le 27 février 1976
 Sonou, née le 2 septembre 1977
 Aléssim, né le 22 octobre 1979
 Awou, né le 24 septembre 1981
 Tchandja, né le 14 mars 1984.

Arrêté n° 44/MEF/CR du 4/2/85 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de trois cent soixante deux mille trois cent huit (362.308) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amuzugah Kuévi agent d'assiette de 1re classe 3e échelon du corps personnel des contributions directes (indice 800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1984.

M. Amuzugah Kuévi pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1984 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 2e rang) ci-après désignés :

Folly, né le 10 mai 1976
 Kangni, né le 12 avril 1979.

Arrêté n° 47/MEF/CR du 4/2/85 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de deux cent quarante six mille trois cent soixante douze (246.372) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Abotsi Komlan, moniteur de 2e classe 3e échelon du corps du personnel de l'enseignement général - indice 510) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1984.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Abotsi Komlan pour compter du 1er octobre 1984 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Abla, née le 22 janvier 1952
 Yawa, née le 6 septembre 1953
 Ama, née le 4 décembre 1954
 Kodjo, né le 18 novembre 1957
 Kokou, né le 23 avril 1958
 Yao, né le 1er août 1963.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante et un mille cinq cent quatre vingt seize (61.596) francs pour compter du 1er octobre 1984.

M. Abotsi Komlan pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1984 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 13e rang) ci-après désignés :

Kokouvi, né le 28 septembre 1966
 Akuavi, née le 4 juin 1969
 Kouami, né le 25 octobre 1969
 Ama Kafui, née le 10 juin 1972
 Outsia, née le 27 octobre 1972
 Komlanvi, né le 22 janvier 1980
 Koffi, né le 21 septembre 1984.

Arrêté n° 52/MEF/CR du 7/2/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Tessilimi Liliane (née Congre-Didier), épouse de M. Tessilimi Nourou professeur de 1re classe 3e échelon indice 2000 pourcentage 68% décédé le 26 juin 1984 une pension de veuve au taux annuel de : cinq cent treize mille deux cent soixante douze (513.272) francs pour compter du 1er juillet 1984.

Par application des dispositions de l'article 22 paragraphe 2 il est alloué à Mme veuve Tessilimi Liliane une majoration pour famille nombreuse au taux annuel de cinquante et un mille trois cent vingt huit (51.328) francs au titre de ses enfants ci-après désignés :

Babatoudé, né le 11 novembre 1959
 Rainatou, née le 22 mai 1961
 Tiamiyou, né le 27 mars 1964.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au taux annuel de cent deux mille six cent cinquante quatre (102.654) francs à l'orphelin Tiamiyou né le 27 mars 1984 pour compter du 1er juillet 1984.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant les émoluments attribués à l'orphelin sus-dénommé seront versés entre les mains de Mme Tessilimi Liliane tutrice des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 53/MEF/CR du 7/2/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Akoussan Lakolé (née Wilson), épouse de M. Akoussan (Joseph) contremaître de 1re classe 2e échelon des CFT (indice 800 pourcentage 73 %) décédé le 11 décembre 1980, une pension de veuve au taux annuel de deux cent vingt mille quatre cent huit (220.408) francs pour compter du 7 décembre 1983.

Arrêté n° 54/MEF/CR du 7/2/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 69 %) au montant annuel de neuf cent onze mille quatre cent trente six (911.436) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kouevi Adadevi, agent technique principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé (indice 1750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1984.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kouevi Adadevi pour compter du 1er octobre 1984 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Ayigan, né le 1er mars 1956
Amah, né le 70 novembre 1957
Messan, né le 29 septembre 1959
Anani, né le 7 juin 1961
Dédé, née le 3 février 1963
Kokoégan, née le 28 octobre 1963.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent vingt sept mille huit cent soixante (227.860) francs pour compter du 1er octobre 1984.

M. Kouevi Adadevi pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1984 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8e au 10e rang) ci-après désignés :

Kayi, née le 27 décembre 1966
Tchotcho, née le 9 avril 1969
Ayi, né le 20 mai 1972.

Arrêté n° 55/MEF/CR du 8/2/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Veuve Amah Akouyou (née Takoyi)
Veuve Amah Pokoti (née N'Gbanla),

épouses du feu Amah Abalo, caporal-chef n° mle 18252 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 575, pourcentage 35 %) en retraite et décédé le 19 mai 1984, une pension de veuve au taux annuel de trente sept mille neuf cent quatre vingt (37.980) francs pour compter du 1er juin 1984.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin pour compter du 1er juin 1984 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Atakoi, né le 3 janvier 1965
Pitanam, né le 14 septembre 1965
Atchalibidé, née le 17 janvier 1968
Massalo, née le 14 mars 1970
Essoname, né le 4 septembre 1970
Naka, née le 22 mai 1973
Kpatcha, né le 22 mai 1973
Tchoou, né le 1er avril 1976
Massingou, née le 5 juin 1979
Gnonlilin, né le 22 janvier 1984.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs par orphelin en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n°63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Amah Payekinam, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 56/MEF/CR du 8/2/85 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 67 %) au montant annuel de trois cent trente huit mille huit cent trente six (338.836) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Abikou Manou Jesukon, commis d'administration principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er août 1984.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Abikou Manou Jesukon pour compter du 1er août 1984 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Kpéssou, née le 29 novembre 1959
Adjouavi, née le 5 juin 1961
Nounagnon, né le 14 septembre 1963
Doyikou, née le 24 août 1965
Gbenami, née le 2 mai 1968.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante sept mille sept cent soixante huit (67.768) francs pour compter du 1er août 1984.

M. Abikou Manou Jesukon pourra prétendre, pour compter du 1er août 1984 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 13e rang) ci-après désignés :

Ablavi, née le 15 avril 1969
Kodjo, né le 13 juillet 1970
Sessi, né le 14 avril 1975

Afiwa, née le 3 octobre 1975
 Fifamé, née le 30 septembre 1977
 Améyo, née le 21 juillet 1979
 Adodo, née le 7 avril 1981
 Yawovi, né le 15 juillet 1982.

Arrêté n° 57/MEF/CRI du 12/2/85 — il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Laré Damintoti (née Yenhame), épouse de M. Laré Banté, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 12116 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 420 pourcentage 46%) en retraite décédé le 10 décembre 1983, une pension de veuve au taux annuel de soixante douze mille neuf cent seize (72.916) francs pour compter du 1er janvier 1984.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin pour compter du 1er janvier 1984 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Lélimpo, né le 20 mai 1964
 Bitotime, née le 7 janvier 1966
 Natougou, né le 26 mars 1966
 Yampabe, née le 15 janvier 1968
 Gatikoa, né le 3 août 1968
 Payéné, né le 18 novembre 1970
 Souglilé, né le 12 novembre 1971
 Moyani, née le 15 janvier 1973
 Namekoa, née le 3 mai 1974
 Danmon, né le 16 août 1974
 Goundoni, né le 4 janvier 1977
 Mintiyème, née le 1er octobre 1977
 Namsate, né le 12 septembre 1980
 Mondo, né le 28 septembre 1983.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé vingt quatre mille (24.000) francs par orphelin en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1983 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve Laré Damintoti (née Yenhame) tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 58/MEF/CRI du 12/2/85 — il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Boukari Ama (née Abotsi)
 Mme veuve Boukari Alima (née Daouda),

épouses de M. Boukari Mako Fousséni, secrétaire d'administration de 1re classe, 2e échelon indice 1.250 pourcentage 44% décédé le 27 janvier 1984, une pension de veuve au taux annuel de cent trois mille sept cent quatre vingt sept (103.787) francs pour compter du 1er février 1984.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au taux annuel de quarante et un mille cinq cent quatorze (41.514) francs pour compter du 1er février 1984 à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de 5 enfants).

Leylah, née en 1966
 Latiphatou, née le 4 juin 1969
 Abdel Kader, né le 20 novembre 1969
 Mohammed Moktar, né le 9 juin 1971
 Abouel-Aziz, né le 29 mars 1973
 Abdou Fatao, né le 22 décembre 1974
 Taminou-Dari, né le 15 janvier 1975
 Abd-el-Jatil, né le 21 août 1977
 Aïchatou, née le 22 juin 1981.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Boukari Abdoulaye tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 62/MEF/CR du 12/2/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Abgete Assiba (née Agbogbe), épouse de M. Agbete Hounhouanou (Benoît) gardien de la paix principal, 2e échelon (indice 590) pourcentage 49% en retraite décédé le 4 août 1983, une pension de veuve au taux annuel de cent neuf mille cent huit (109.108) francs pour compter du 3 octobre 1983.

Arrêté n° 65/MEF/CR du 12/2/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Gbassou Hogbole (née Tehounnon), épouse du feu Gbassou Sossa gendarme de 2e cl. 8e échelon du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 510, pourcentage 34%) en retraite décédé le 15 février 1980, une pension de veuve au taux annuel de soixante cinq mille quatre cent quarante deux (65.442) francs pour compter du 17 août 1983.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin pour compter du 17 août 1983 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Koffi, né le 4 octobre 1963
 Komi, né le 15 février 1964
 Adjoa, née le 7 septembre 1964
 Margueritte, née vers 1975
 Julienne, née vers 1977.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs par orphelin en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe 2 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme Gbassou Hogbole (née Tohounon) chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 66/MEF/CR du 12/2/85 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 63%) au montant annuel de trois cent trente deux mille huit cent soixante douze (332.872) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Etse Kokou Ganyo, sergent 5e échelon n° mle 017 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er août 1984.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Etse Kokou Ganyo pour compter du 1er août 1984 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Kossi, né le 13 mars 1960
Gakpé, né le 8 avril 1962
Afutu, née le 12 juillet 1965
Ossi, né le 25 août 1965
Itso, née le 24 août 1967
Mawusi, née le 4 novembre 1968.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt trois mille deux cent vingt (83.220) francs pour compter du 1er août 1984.

M. Etse Kokou Ganyo pourra prétendre, pour compter du 1er août 1984 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 18e rang) ci-après désignés :

Koffi, né le 20 juin 1969
Atsufe, née le 30 mai 1971
Oubuè, née le 24 mai 1972
Dodzi, née le 31 janvier 1974
Akuvi, née le 5 juin 1974
Mawuli, né le 9 juillet 1976
Enyonam, née le 18 décembre 1976
Agbéko, né le 31 mai 1977
Koffi, né le 12 octobre 1979
Akuvi, née le 16 avril 1980
Yawa, née le 24 février 1983
Otofa, né le 24 octobre 1983.

Arrêté n° 67/MEF/CR du 12/2/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Foly-Akpotome Améley (née Dotseh)
Mme veuve Foly-Akpotome Afi (née Honyifia Kofi)
Mme veuve Foly-Akpotome Ayaovi (née Amenayaglo), épouses de M. Foly-Akpotome Folikwé (Gabriel) commis d'administration principal 3e échelon (indice 670) pourcentage 32% décédé le 13 mai 1978, une pension de veuve au taux annuel de vingt cinq mille six cent quatre vingt huit (25.688) francs pour compter du 8 juin 1980 et de vingt six mille neuf cent soixante douze (26.972) francs pour compter du 1er janvier 1982.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 8 juin 1980 en ce qui concerne la première veuve et au 22 juin 1980 en ce qui concerne les deux dernières veuves.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin pour compter du 8 mars 1981 à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de six).

Ayélé, née en 1964
Assiongboh, né le 17 avril 1966
Ayélé, née le 30 septembre 1968
Ayoko, née le 18 avril 1969
Kanley, née le 23 septembre 1970
Ekoé, né le 15 novembre 1972
Kanyi, né le 23 mars 1972
Ekwufio, né le 2 juillet 1973
Assiongboh, né le 25 octobre 1974
Ayoko, née le 18 décembre 1974
Adakwu, née le 2 février 1977
Assiongboh, né le 3 mai 1978

Le montant annuel de la pension alloué ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs par orphelin en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Boccovi Anani, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 68/MEF/CR du 12/2/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Gbikpi Ayélé (née Ajavon), épouse de M. Gbikpi Anumu (Bénoît) adjoint administratif principal de classe exceptionnelle (indice 1050 pourcentage 67%) en retraite décédé le 25 janvier 1984, une pension de veuve au taux annuel de deux cent soixante cinq mille cinq cent six (265.506) francs pour compter du 1er février 1984.

Par application des dispositions de l'article 22 paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 il est alloué à Mme veuve Gbikpi Ayélé (née Ajavon) une majoration pour famille nombreuse au titre de ses enfants ci-après dénommés :

Marie Dédé, née le 9 novembre 1944
Eugène Daté, né le 24 mai 1950
Guy Tété, né le 11 novembre 1951
Jean Etch, né le 26 septembre 1952
Louis Tété, né le 5 septembre 1953
Rita Kokovi, née le 26 décembre 1954.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à soixante six mille trois cent soixante dix huit (66.378) francs.

Arrêté n° 69/MEF/CR du 12/2/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 70%) au montant annuel de six cent soixante mille mille quatre cent soixante (660.460) francs

est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Kpedjrokou Akofa, épouse Ahianor, agent technique de 1re classe 2e échelon du corps du personnel de la santé (indice 1250) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1984.

Arrêté n° 70/MEF/CR du 13/2/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de cinq cent quatre vingt six mille quatre cent quatre vingt huit (586.488) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sitti Anani Alo Hosé, adjoint administratif de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sitti Anani Alo Hosé pour compter du 1er janvier 1985, une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Ayité Séna, né le 23 juillet 1952
Ayélé, née le 18 avril 1954
Akouété, né le 31 mars 1958
Akoélé, née le 31 mars 1958.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt sept mille neuf cent soixante seize (87.976) francs pour compter du 1er janvier 1985.

M. Sitti Anani Alo Hosé pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 10e rang) ci-après désignés.

Ayité, né le 6 novembre 1968
Ayélévi, née le 6 juin 1970
Ayayi, né le 14 novembre 1970
Ayoko, née le 10 juillet 1973
Ayélé Fafa, née le 21 octobre 1977
Tchotcho, née le 1er février 1978.

RECTIFICATIFS

RECTIFICATIF du 12/2/85 à l'arrêté n° 28/MFEP/CR du 28 janvier 1970 portant concession d'une pension de veuve et d'orphelin

Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mlle Ali-Maloua Foussénatou, chargée de leur tutelle.

Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mlle Ali-Maloua Zaratou, chargée de leur tutelle.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 31/1/85 à l'arrêté n° 116/MEF/CR du 22 mars 1978 portant concession d'une pension militaire.

Au lieu de :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 48 %) au montant annuel de cent soixante douze mille huit cent cinquante six (172.856) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kablais Kossi, caporal-chef 5e échelon n° mle 20988 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er septembre 1977.

M. Kablais Kossi pourra prétendre, pour compter du 1er septembre 1977 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Kodjo, né le 3 septembre 1959
Ablavi, née le 20 octobre 1959
Koffi, né le 3 juin 1960
Yao, né le 2 août 1962
Kossiwa, née le 13 février 1966.

Lire :

Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de cent quatre vingt quinze mille quatre cent quatre (195.404) francs pour compter du 1er septembre 1977, de deux cent quatorze mille neuf cent quarante quatre (214.944) francs pour compter du 1er janvier 1980 et de deux cent vingt cinq mille six cent quatre vingt huit (225.688) francs pour compter du 1er janvier 1982 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kablais Kossi, caporal-chef 5e échelon n° mle 20988 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er septembre 1977.

M. Kablais Kossi pourra prétendre, pour compter du 1er septembre 1977 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Kodjo, né le 3 septembre 1959
Ablavi, née le 20 octobre 1959

Koffi, né le 3 juin 1960
Yao, né le 2 août 1962
Kossiwa, née le 13 février 1966.

Le reste sans changement

RECTIFICATIF du 12/2/85 à l'arrêté n° 73/MEF/CR du 13 février 1984 portant concession d'une pension de veuve et l'orphelin.

.....
Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, des émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Kantehe Sanbiani, tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Lire

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Djiny Lalabe, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 12/2/85 à l'arrêté n° 372/MEF/CR du 5 juillet 1984 portant concession d'une pension de veuve et orphelin.

.....
Au lieu de :

Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Ellen Ayité Ayayi (née Tomety), épouse de M. Ayité Ayayi Honoré, adjudant-chef 3e échelon n° mle 019 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 1.200, pourcentage 71 %) en retraite décédé le 14 janvier 1983, une pension de veuve au taux annuel de deux cent quarante trois mille cinq cent dix sept (243.517) francs pour compter du 1er février 1983.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt quatre mille trois cent cinquante et un (24.351) francs l'an pour compter du 1er février 1983 à l'orphelin Ayikoé né le 21 janvier 1971.

Lire

Il est attribué sur les-fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Ellen Ayité Ayayi (née Tomety), épouse de M. Ayité Ayayi Honoré, adjudant-chef 3e échelon n° mle 019 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 1.200, pourcentage 71 %) en retraite décédé le 14 janvier 1983, une pension de veuve au taux annuel de deux cent quarante trois mille cinq cent dix sept (243.517) francs pour compter du 1er février 1983.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à quarante huit mille sept cent trois (48.703) francs l'an pour compter du 1er février 1983 à l'orphelin Ayikoé né le 21 janvier 1971.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant les émoluments attribués à l'orphelin sus-dénommé seront versés entre les mains de Mme Ellen Ayité Ayayi (née Tomety chargée de sa tutelle.

Le reste sans changement

RECTIFICATIF du 7/2/85 à l'arrêté n° 181/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite.

.....
Au lieu de :

Une pension proportionnelle (pourcentage 63 %) au montant annuel de un million cent dix sept mille quatre cent quatre vingt seize (1.117.496) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Soares Ayawovi médecin inspecteur 1er échelon du corps du personnel de la santé publique (indice 2.350) admis à la retraite.

Lire :

Une pension d'ancienneté (pourcentage 63 %) au montant annuel de un million cent dix sept mille quatre cent quatre vingt seize (1.117.496) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Soares Ayaowovi médecin inspecteur 1er échelon du corps du personnel de la santé publique (indice 2.350) admis à la retraite.

Le reste sans changment.

RECTIFICATIF du 31/1/85 à l'arrêté n° 611/MEF/CR du 6 novembre 1984 portant concession d'une pension de retraite.

.....
Au lieu de :

Une pension proportionnelle (pourcentage 34 %) au montant annuel de quatre cent quarante neuf mille cent douze (449.112) francs est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Atsu Afiwa, épouse Kpétigo, administrateur civil 4e échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 1750) admise à la retraite.

Lire :

Une pension proportionnelle (pourcentage 41 %) au montant annuel de cinq cent quarante et un mille cinq cent soixante seize (541.576) francs est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Atsu Afiwa, épouse Kpétigo, administrateur civil 4e échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 1750) admise à la retraite

Le reste sans changement

RECTIFICATIF du 12/2/85 à l'arrêté n° 669/MEF/CR du 19 novembre 1984 portant concession d'une pension militaire

Au lieu de :

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akoeshihun Ayao Agbenya pour compter du 1er août 1984 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Kwassi, né le 19 juin 1960
Adodo, né le 15 mai 1961
Komi, né le 6 janvier 1962
Séna, née le 5 octobre 1967.

Lire :

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akoeshihun Ayao Agbenya pour compter du 1er août 1984 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Kwassi, né le 19 juin 1960
Adodo, né le 15 mai 1961
Komi, né le 6 janvier 1962
Kossi, né en 1964
Séna, née le 5 octobre 1967.

Le reste sans changement.

Rétrocession de réserve administrative

Arrêté interministériel n° 1/MEF/MEMEPT du 20/2/85 — Est attribuée à M. Guerard R.G.H. Yao directeur de société B.P. 522 Lomé, une parcelle de réserve administrative de 4a. 91 ca, sise à Lomé Tokoin Abovev moyennant un prix de 150 F le centiare soit au total 73.650F soixante treize mille six cent cinquante francs payables à la caisse du service des domaines à Lomé.

Les frais résultant de ces opérations sont à la charge du concessionnaire.

Le directeur des domaines, le directeur de la cartographie nationale et du cadastre, le maire de la commune de Lomé sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de titres fonciers.

L'avis est donné au public de la perte du Titre Foncier Numéro 7.256 — Volume XXXVII — Folio 120 de la République togolaise appartenant à Monsieur (François) Amados, en son vivant agent de Police, demeurant à LOME, 42, Rue Colonel Marroix.

Pour deuxième insertion

Avis est donné au public, conformément à l'article 99 du décret du 24 Juillet 1906, de la perte de la copie du Titre Foncier n° 2357, Volume XIII, F° 30 du Territoire du TOGO appartenant à Madame Adeline Mawussi, née Ahadji, Revendeuse à Aguiarkomé à LOME.

Pour deuxième insertion.

Avis est donné au public de la perte des copies des titres fonciers n°s 7829/RT et 11 309/RT appartenant à M. Tessilimi Nourou, ayant demeuré à Lomé Tokoin - Hopital.

Pour deuxième insertion.

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 7614 RT — Vol — XXXIX — F° 79, appartenant à Mme (Frieda Marie) Kentzler, épouse Guerard, demeurant à Lomé.

Pour deuxième Insertion.

